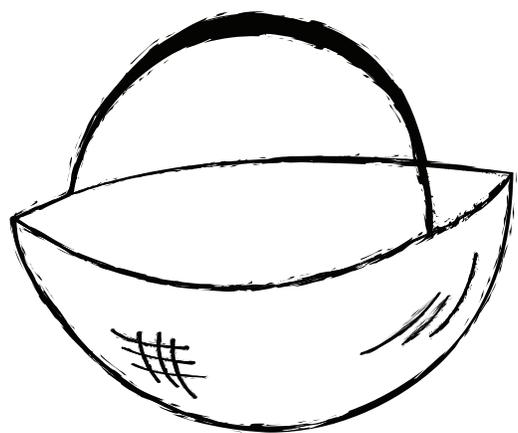




# ANNEXES de l'ANIMATION

sur la fiscalité et la redistribution de la richesse  
pour s'approprier des notions de base et contribuer à bâtir un  
Québec sans pauvreté, plus égalitaire et sans préjugés.





# Table des matières

## **ANNEXE 1**

Quelques données supplémentaires sur les finances du Québec..... 5

## **ANNEXE 2**

La fiscalité pour l'action citoyenne ..... 11

## **ANNEXE 3**

Autres outils existants pour introduire, accompagner ou approfondir la réflexion ..... 23



# Annexe 1

## Quelques données supplémentaires sur les finances du Québec





Revenu moyen avant impôt au Québec en 2013: 41 409\$<sup>1</sup>

Revenu total médian au Québec 2012: 70 480\$<sup>2</sup>

QUINTILES DE REVENUS AU QUÉBEC, 2011<sup>3</sup>

**REVENU, TRANSFERTS ET IMPÔT MOYENS POUR DIFFÉRENTS TYPES D'UNITÉ FAMILIALE, PAR QUINTILE DE REVENU, QUÉBEC, 2011**

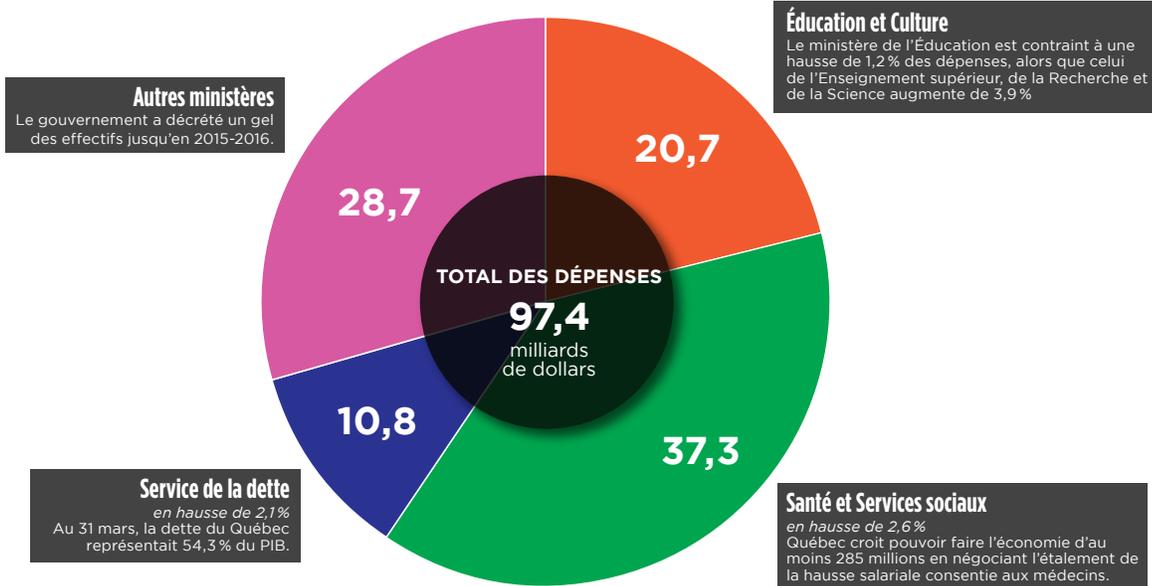
Quintiles					
	1	2	3	4	5
Données non ajustées					
Personnes seules*					
Revenu du marché	2700	6300	18 000	35 900	71 300
Revenu de transfert	5700	11500	8900	4800	3600
Revenu total	8400	17 900	26 900	40 700	74 900
Impôt	100	400	2400	6500	17400
Revenu après impôt	8300	17 400	24 500	34 200	57 500
Familles de 2 personnes ou plus					
Revenu du marché	12 000	35 500	58 300	89 000	168 000
Revenu de transfert	16 900	13 700	11 200	9 100	6 500
Revenu total	28 900	49 200	69 500	98 100	174 500
Impôt	900	3 800	9 000	16 900	41 300
Revenu après impôt	28 000	45 400	60 500	81 200	133 200
Ensemble des unités					
Revenu du marché	5500	20 900	40 500	67 200	143 500
Revenu de transfert	9300	11 900	10 600	9900	7000
Revenu total	14 800	32 800	51 100	77 100	150 500
Impôt	500	2700	6200	12 000	33 700
Revenu après impôt	14 300	30 100	44 900	65 100	116 800
Données ajustées selon la taille de l'unité familiale					
Personnes seules*					
Revenu du marché	3000	7500	22 700	38 200	73 300
Revenu de transfert	7000	12 200	7600	5700	4500
Revenu total	10 000	7900	6300	5000	3800
Impôt	100	600	3200	7000	17 300
Revenu après impôt	9900	19 100	27 100	36 900	60 500
Familles de 2 personnes ou plus					
Revenu du marché	9000	23 600	37 400	52 800	97 600
Revenu de transfert	10 100	7900	6300	5000	3800
Impôt	600	2600	6000	9700	24 700
Revenu après impôt	18 500	28 900	37 700	48 100	76 700
Ensemble des unités					
Revenu du marché	6900	20 900	35 200	50 400	94 200
Revenu de transfert	9800	8300	6300	5400	3800
Revenu total	16 700	29 200	41 500	55 800	98 000
Impôt	400	2100	5500	9300	23 600
Revenu après impôt	16 300	27 100	36 000	46 500	74 400

Source: Statistique Canada (2013); compilation du CEPE, décembre 2013

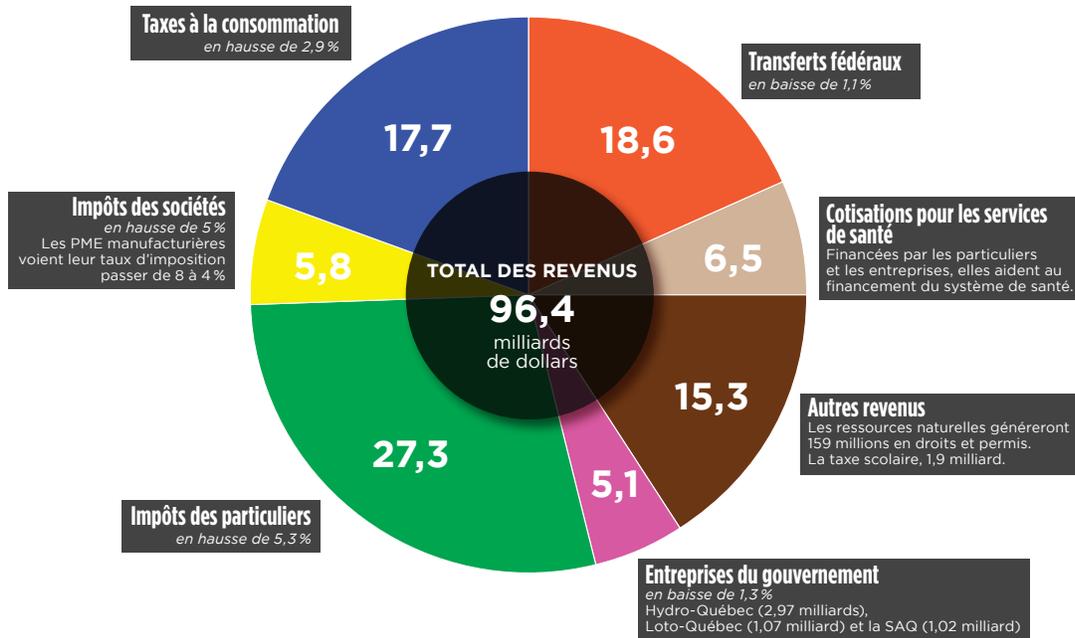
\* en dollars \$

## Budget du Québec 2014-2015<sup>4</sup>

### DÉPENSES PRÉVUES



### REVENUS PRÉVUS



---

<sup>1</sup> CIRANO, tableau « Salaire hebdomadaire moyen selon le secteur d'activité, 2013, salaire moyen au Québec tous secteurs d'activités confondus », [http://qe.cirano.qc.ca/tab/quebec\\_dans\\_le\\_canada/salaire\\_hebdomadaire\\_moyen\\_selon\\_le\\_secteur\\_d\\_activite\\_2010](http://qe.cirano.qc.ca/tab/quebec_dans_le_canada/salaire_hebdomadaire_moyen_selon_le_secteur_d_activite_2010), 26 mars 2014.

---

<sup>2</sup> Statistique Canada, CANSIM, tableau 111-0009, « Revenu total médian selon le type de famille, par province et territoire (Toutes les familles de recensement) », <http://www.statcan.gc.ca/tables-tableaux/sum-som/l02/cst01/famil108a-fra.htm>, 23 juillet 2014.

---

<sup>3</sup> Statistique Canada, dans Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion, *La pauvreté, les inégalités et l'exclusion sociale au Québec, état de situation 2013*, Québec, MESS, 2014. [http://www.cepe.gouv.qc.ca/publications/pdf/cepe\\_etat\\_situation\\_2013.pdf](http://www.cepe.gouv.qc.ca/publications/pdf/cepe_etat_situation_2013.pdf)

---

<sup>4</sup> Marco Bélair-Cirino, « Éducation — Le budget Leitão sème inquiétude et mécontentement », *Le Devoir*, 5 juin 2014.



## Annexe 2

### La fiscalité pour l'action citoyenne

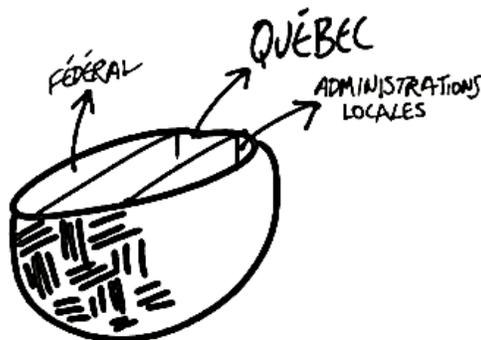




# La fiscalité pour l'action citoyenne

Recherche et rédaction : Vivian Labrie  
pour le Collectif pour un Québec sans pauvreté

LA FISCALITÉ, C'EST UN HÉRITAGE POLITIQUE DE L'HISTOIRE HUMAINE.



Ce terme vient du mot latin *fiscus*, qui veut dire panier. À l'époque romaine, le *fiscus* servait à recueillir les deniers des contribuables qui étaient versés dans le trésor public. Par extension, on peut penser à ce qu'on dépose dans un panier qui sert à une collecte. Nous avons gardé des références culturelles à cette notion de panier, par exemple avec la pratique de « passer le chapeau », ou celle du panier qu'on fait circuler au moment de la quête lors d'un office religieux.

La fiscalité détermine les ressources qu'on met dans la vie collective pour survivre, vivre, mieux vivre ou bien vivre et les règles qu'on se donne à cet effet.

Ces règles n'ont pas toujours été à l'avantage de l'ensemble de la communauté. Elles ont souvent été associées à de la domination, des inégalités et de l'injustice, produisant et reproduisant des extrêmes de richesse et de misère variablement acceptés.

En même temps, dans les sociétés industrialisées, en particulier à partir du milieu du vingtième siècle, ces règles ont aussi permis de faire jouer les solidarités entre les personnes dans le sens du projet de société dont elles convenaient pour leur État et de corriger les inégalités générées par le capitalisme et l'économie de marché.

C'est là tout l'enjeu : prendre appui sur ce qu'on apprend de l'histoire humaine et sur ce qu'on désire pour la suite du monde pour générer ce qu'on veut voir se produire. Il faut donc se demander ce qu'on veut voir se produire pour pouvoir le générer.

Supposons que pour plusieurs et espérons-le, pour une majorité de plus en plus grande, ce qui est désiré pour la suite du monde serait plus d'égalité, de qualité de vie et de richesse partagée dans le respect des personnes et de l'environnement. Supposons qu'un premier accomplissement dans cette direction pourrait être de devenir une société sans pauvreté, autrement dit une société où la pauvreté ne serait plus un obstacle à la réalisation de la liberté et de l'égalité en dignité et en droits. Ou si on préfère, une société dont les membres, libérés des contraintes de la survie et du sauve-qui-peut, seraient en mesure de se concentrer sur le vivre et le bien vivre ensemble. Que faudrait-il faire pour avancer dans cette direction ?

C'est un peu la question à se poser pour aborder la fiscalité du point de vue de l'action citoyenne solidaire.

Le texte qui suit présente quelques repères à cet égard pour contribuer à la réflexion tant globale que technique.

**Auparavant, histoire de s'ancrer dans du concret et du vécu, il peut valoir le coup de faire un petit exercice d'identification, individuellement ou à plusieurs, sur les deux thèmes suivants :**

- une richesse qui compte pour nous ;
- ce qui nous dérange avec les inégalités.

Maintenant prenons quelques instants pour nous regarder aller comme humanité.

#### LA TERRE ET LES HUMAINS VUS D'EN HAUT : SURVIVRE, VIVRE ET BIEN VIVRE ENSEMBLE

Imaginons que nous arrivons sur la planète Terre. Qu'apercevons-nous, vu d'en haut ? Peu à peu en nous rapprochant, nous allons apercevoir des paysages, puis de la vie, et des humains qui vivent ensemble.

**Espaces et temps des vies.** Nous allons apercevoir des vies qui commencent, se déroulent, se terminent, se succèdent.

**Échanges.** Nous allons apercevoir que ces vies sont faites d'échanges. Respirations. Nourritures. Paroles. Objets. Productions. Flèches dans un sens et flèches dans un autre. Au sens propre et au sens figuré.

**Personnes, hommes et femmes, familles, ménages et communautés de vie, cités et États, marges.** Nous allons voir que les individus, hommes et femmes, tout en ayant une vie personnelle, sont souvent regroupés en petits groupes, couples, familles, ménages, communautés de vie, cités et États. Et nous allons trouver des personnes et des groupes en marge. Des nous et des autres.

**Modes de vie, règles et coutumes.** Nous allons apercevoir sur cette planète toutes sortes de modes de vie. Nous allons voir les groupes, les cités et les États se donner des règles et des façons de fonctionner, de façon formelle ou informelle.

**Le doux et le dur.** Nous allons voir que la vie est parfois douce et parfois dure, jusqu'à la guerre et à la mort et que les règles que les collectivités se donnent y contribuent systématiquement.

**Économie, écologie, démocratie, politique, développement.** Nous allons voir, sur des milliers d'années d'histoire, des notions, des concepts et des pratiques apparaître pour comprendre le monde et se comprendre dedans. Par exemple, les Grecs de l'Antiquité auront apporté l'économie (de oikos nomos, de l'ordre dans la maison), qui pourrait être considérée comme une partie de l'écologie (de oikos logos, le savoir de la maison, prise au sens large). Ils auront apporté la démocratie, l'idée qu'on pourrait se gouverner ensemble. Et la politique (de polis, cité) ou l'art de participer aux affaires de la cité, ou si on veut, aux affaires publiques. Peu à peu les sociétés se seront

développées, voisinées, conquises, divisées, jusqu'à aujourd'hui où pratiquement toutes les terres de la planète relèvent d'un État.

**Solidarités, rivalités, droits et atteintes aux droits.** Au travers de ces siècles d'activité, les humains auront développé des solidarités, des rivalités, des alliances de toutes sortes. Ils et elles auront expérimenté des tensions entre un désir de plus en plus formalisé de se percevoir « libres et égaux en dignité et en droits » (DUDH, 1948) et des réalités où les unEs se sont trouvés privéEs, désavantagéEs et dominéEs par d'autres qui ont pris l'avantage.

Ça a été et reste l'enjeu : survivre, vivre, mieux vivre ou bien vivre ensemble.

**Richesses et ressources.** Pour survivre, vivre, mieux vivre et bien vivre, c'est le propre de la condition des êtres vivants, les humains prennent appui sur eux et sur les ressources de leur environnement pour se donner accès à ce dont ils ont besoin ou le produire. Ils s'activent et se donnent des moyens, des provisions et ce qu'on pourrait appeler de la richesse ou de l'aisance. Dans l'ordre et dans le désordre, ces richesses et ces ressources, tant matérielles qu'immatérielles, font l'objet d'appropriations, de contrôles, de commerces et de partages. Parfois dans la justice. Souvent dans l'injustice.

**De la terre à l'argent, de l'argent à...** Pendant longtemps, et encore aujourd'hui dans bien des pays, la garantie de la survie a été la possession de la terre. Dans les sociétés industrialisées, l'argent a peu à peu pris beaucoup de place sinon toute la place, au point de devenir le moyen principal pour survivre, vivre, mieux vivre ou bien vivre. Peut-être cela changera-t-il un jour, mais dans le Québec de 2014, c'est bien le cas.

À partir d'ici on peut faire intervenir le *fiscus*, ou la fiscalité : quelles règles veut-on se donner à propos de l'accès aux ressources et aux richesses, dont l'argent, et de leur mise en commun dans un panier public, pour survivre, vivre, mieux vivre et bien vivre ensemble ? Ces règles auront eu et ont toujours diverses modalités au cours des siècles et selon les divers États. Qu'en est-t-il dans le Québec de 2014 ?

#### ASPECTS TECHNIQUES : LE PIB ET LES FINANCES PUBLIQUES

Ce Québec fait partie de ce qu'on appelle les sociétés industrialisées. Il en a adopté les plis et les usages. Dont un indicateur qui a pris valeur de référence principale au cours du 20<sup>e</sup> siècle : le Produit intérieur brut ou PIB.

**Le PIB.** L'univers du PIB est totalement axé sur la circulation de l'argent : c'est en somme une façon de comptabiliser les sommes d'argent (ou flux) associées à la richesse produite dans un lieu donné pendant une période de temps donnée. Retenons ici que le PIB ne prend pas en compte les richesses produites sans passer par l'argent (Produit intérieur doux) et ce qu'on prend directement dans la vie et l'espérance de vie des personnes et des communautés, notamment parce qu'on n'a pas mis l'argent nécessaire (Dépense intérieure dure). Il exclut donc en partant, une partie du doux et du dur, et une partie du patrimoine, des richesses, des ressources et de l'activité humaine. De même le PIB ne distingue pas entre production ou destruction de richesse et opérations monétaires comptabilisées : il comptabilisera tout autant ce qu'il en coûtera pour

construire ou détruire un bien, pour avantager une personne ou la désavantager. C'est donc un indicateur partiel et partial à considérer et reconsidérer comme tel.

**Comptabilité, revenus, dépenses et comptes économiques.** Le PIB, c'est une comptabilité qui peut être approchée par la somme des revenus ou par la somme des dépenses, qu'on appellera aussi Dépense intérieure brute. Le montant est le même. Cette comptabilité est détaillée dans les comptes économiques<sup>1</sup> qui sont publiés régulièrement pour rendre compte de ce qu'on appelle la comptabilité nationale.

**Les particuliers, les entreprises, les administrations publiques.** Le PIB tient compte du va et vient des transactions entre trois entités différentes : les particuliers, les entreprises et les administrations publiques. Ce qui est un revenu pour une entité devient une dépense pour une autre. Et vice-versa. Par exemple, une partie d'un salaire, un revenu pour le particulier, ira en impôts, un revenu pour les administrations publiques et une dépense pour le particulier, en achats, un revenu pour les entreprises et une dépense pour le particulier, et éventuellement en épargne, un acquis pour le particulier. Les comptes publics en donnent les équations et les mouvements dans des tableaux qui aident à comprendre comment les données considérées s'articulent entre elles.

**Le *fiscus* et les finances publiques au Québec: fédéral, Québec, administrations locales.** La partie du PIB qui touche aux administrations publiques peut être assimilée au *fiscus*, au panier de la fiscalité. Au Québec, ce panier a trois composante : l'administration fédérale, l'administration québécoise, les administrations locales. Chacune de ces composantes perçoit des revenus et réalise des dépenses. Ces trois composantes opèrent aussi des transferts entre elles.

**Budgets et budgets de dépenses (crédits).** Les budgets publics sont des opérations annuelles de prévision de l'action de l'administration publique pour la ou les prochaines années, à partir des résultats des années précédentes. Ils sont aussi une occasion d'exposer les choix de l'administration publique à propos de la gestion du *fiscus*, tant dans les revenus et les dépenses que dans la méthode comptable. En parallèle au budget, préparé par le ministère des Finances, le Conseil du Trésor prépare de son côté ce qu'on appelle le budget de dépenses ou plus familièrement, les crédits. Il s'agit d'un exposé sur les sommes qui seront allouées aux différents ministères et aux autres entités publiques. Souvent les deux opérations sont rendues publiques en même temps. L'Assemblée nationale doit adopter le budget. Les crédits doivent être discutés et approuvés en commission parlementaire.

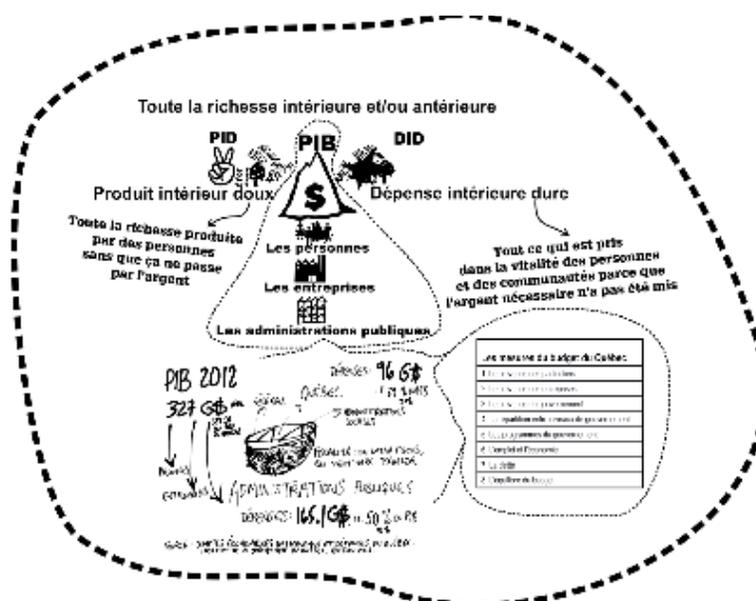
**Impôts, taxes, tarifs, transferts, autres revenus.** Les revenus habituels des administrations publiques sont les impôts, les taxes, les tarifs et autres droits en provenance des particuliers et des sociétés, les revenus des entreprises du gouvernement, de même que les transferts des autres administrations publiques, par exemple la péréquation venant du fédéral. On peut suivre l'évolution des revenus dans les documents budgétaires.

<sup>1</sup> Institut de la statistique du Québec. (2014). *Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec. Édition 2013*. Québec : Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec. Voir <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/comptes-economiques/comptes-revenus-depenses/comptes-revenus-depenses-2013.pdf>

**À quoi servent les finances publiques: redistribution, services communs, dont action sur l'économie, et service de la dette.** Les finances publiques servent principalement à deux fonctions: la redistribution des revenus et de la richesse, et les services communs, ce qui va inclure les dépenses de programme et l'action sur l'économie. Ceci selon les domaines de compétence de chaque administration. Dans la mesure où les revenus sont insuffisants pour couvrir les dépenses et qu'il y a déficit ou investissement à long terme, il faut emprunter, ce qui entraîne une dette. Alors les finances publiques servent aussi à payer la dette, et les intérêts sur la dette ou service de la dette. Encore une fois, on peut suivre l'évolution des dépenses dans les documents budgétaires.

**Huit impacts à considérer des décisions de finances publiques.** À partir de ce qui précède, il ressort que les décisions de finances publiques auront des impacts au moins de huit façons.

1. Sur les revenus des particuliers.
2. Sur les revenus des entreprises.
3. Sur la répartition des revenus entre les administrations publiques (fédéral, Québec, administrations locales)
4. Sur les revenus du gouvernement.
5. Sur les programmes du gouvernement.
6. Sur les mesures relatives au fonctionnement de l'économie.
7. Sur la dette et le service de la dette.
8. Sur l'équilibre budgétaire: surplus ou déficit.



**Entre les budgets.** Bien des décisions sont également prises entre les budgets. Parfois, c'est une façon de les soustraire au débat public. De même parfois un budget a des impacts sur le budget suivant. Ou encore le budget d'une administration aura un impact sur le budget d'une autre administration, par exemple le budget du fédéral sur le budget du Québec. Il est donc important de maintenir une vigilance constante sur ces questions. Et de garder une mémoire de l'évolution des finances publiques.

#### DES QUESTIONS POUR BIEN VIVRE AU QUÉBEC

Comment maintenant agir sur la fiscalité pour survivre, vivre, mieux vivre ou bien vivre ensemble au Québec en 2014 ?

**Évolution des finances publiques au Québec depuis 1996.** Il est sûrement utile de savoir que depuis 1996, la tendance des milieux économiques a été d'insister pour diminuer la part des administrations publiques dans le PIB. Le fédéral a commencé par diminuer sa contribution aux programmes sociaux des provinces. Ensuite les administrations provinciales ont agi dans la même direction par différents procédés. Selon les années, le Québec a insisté davantage sur un ou l'autre des aspects et a fini par agir pratiquement sur l'ensemble des huit points d'impact de la fiscalité. Cela a commencé avec la loi sur le déficit zéro. Puis on a réduit les impôts et leur progressivité, alors que les impôts sont en principe une façon de favoriser plus d'égalité dans la société en imposant davantage les plus hauts revenus, par des paliers d'imposition progressivement plus élevés. Avec moins de revenus, on a cherché à limiter les dépenses de programmes, en réduisant beaucoup les crédits de certains ministères et en diminuant peu à peu les effectifs de la fonction publique. Pour générer de nouveaux revenus, le Québec comme d'autres administrations, a misé davantage sur les taxes et les tarifs, des mesures dites plus régressives, ou inégalitaires, parce que les coûts sont les mêmes pour les personnes peu importe leurs revenus. On a créé un fonds, le Fonds des générations, pour le paiement de la dette, qui a drainé des ressources. Puis on a créé d'autres fonds, qui compliquent la compréhension de la fiscalité. Et il est devenu courant d'écarter d'emblée la possibilité d'augmenter les revenus publics par des hausses d'impôts sous prétexte que cela nuirait à l'économie.

**Survivre, vivre, vivre mieux ou bien vivre ensemble en 2014.** De son côté la crise économique de 2008 a fourni des arguments qui ont favorisé la concentration de la richesse vers les plus riches, incluant diverses formes de favoritisme légales ou illégales. Dans les dernières décennies la croissance économique a en général été captée par les plus riches, voire les très riches. On peut l'apercevoir notamment en suivant la part de revenu prise par le millième le plus riche au Canada et aux États-Unis. Cette part qui était de l'ordre de 6 à 8 % dans les années 1920 est descendue à autour de 2 à 3 % dans les années 1950 à 1980, à la faveur de choix fiscaux générant plus d'égalité. Depuis les années 1980, à la faveur du néolibéralisme, elle est remontée à nouveau et en 2000 elle était revenue aux proportions des années 1920. La question est donc posée : les finances publiques doivent-elles contribuer à augmenter ou réduire les écarts entre plus riches et plus pauvres ?

Pendant ce temps, la pauvreté reste importante, notamment pour les personnes et ménages sans enfants, même si quelques avancées ont été accomplies pour les familles après l'adoption en 2002 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion

sociale. Il est important de savoir qu'au Québec, environ une personne sur dix ne dispose pas d'un revenu pouvant lui permettre de couvrir ses besoins de base selon la Mesure du panier de consommation. Sous ce seuil, on est dans la survie et le déficit humain. On prend des risques sur sa santé. Il y aurait de bonnes raisons, pour la collectivité comme pour les personnes, d'assurer à toutes et tous au moins ce niveau de revenu. Pourtant au cours des mêmes années, on a plutôt facilité l'amélioration des revenus des plus riches et ceci à même la fiscalité. L'amélioration de la rémunération des médecins, déjà situés dans le 1 % le plus riche, a accaparé des milliards de dollars dans les finances publiques depuis dix ans. Et elle compte pour une bonne part de l'augmentation des coûts de santé. Alors on peut se demander où doit aller en priorité le dollar public : dans des dollars vitaux, fonctionnels ou superflus ? Dans l'amélioration des revenus et conditions de vie des plus pauvres ou des plus riches ? Dans la reproduction de la métaphore des escaliers roulants, qui veut que la société ressemble à un palier muni de deux escaliers roulant, dont celui du haut monte à un bout du palier en même temps que les plus riches s'enrichissent alors qu'à l'autre bout du palier, les plus pauvres tentent de monter pour atteindre le palier dans un escalier qui descend ? Ou dans la production de plus de palier pour plus de monde entre les deux escaliers, qu'on voudrait voir se rétrécir et même s'inverser, voire dans l'exploration d'autres imaginaires pour le vivre ensemble ?

**Un horizon politique et des objectifs à se donner pour la fiscalité.** On voit ici le danger de laisser les décisions de finances publiques reposer sur la loi des plus forts et l'importance de nommer l'horizon politique auquel on veut rattacher la fiscalité. C'est une question vieille comme l'humanité, avec des contours de 2014. Si ce qu'on désire pour la suite du monde est du côté de plus d'égalité, de qualité de vie et de richesse partagée dans le respect des personnes et de l'environnement, il devient important de prendre soin du formidable outil de solidarité que peuvent devenir les finances publiques pour avancer dans cette direction.

**Des indicateurs à suivre.** Logiquement, on voudra suivre certains indicateurs et se donner des objectifs pour la couverture des besoins de base, la sortie de la pauvreté, la progression vers plus d'égalité. On voudra suivre la répartition des revenus par quintiles, déciles, centiles. Et voir comment les choix liés au fiscus y contribuent.

**Le pacte social et fiscal et le projet de société.** On voudra aussi débattre du pacte social et fiscal en fonction du projet de société qu'on se donne. À cet égard on dispose de statistiques utiles pour suivre une équation cruciale : le revenu gagné + les transferts – les impôts = le revenu disponible pour vivre. On pourrait vouloir que les protections sociales de base assurent à toutes et tous le revenu nécessaire pour couvrir leurs besoins de base, que le salaire minimum permette de sortir de la pauvreté, et qu'au-delà de la sortie de la pauvreté, la contribution nette des particuliers soit proportionnellement de plus en plus importante en fonction de leurs revenus. On voudra aussi réfléchir sur les services publics qu'on veut se donner. On portera attention aux choix à faire en lien avec l'environnement, et prendre en compte les signaux d'alarme que la planète envoie à cet égard. On pensera en dedans et en dehors du PIB dans une perspective de long terme. Autrement dit, on pourrait prioriser le survivre sur le mieux vivre. Et développer ainsi du bien vivre ensemble, pour reprendre une expression et une approche qui fait du chemin en Amérique du Sud.

---

**Ce faisant, on voudra suivre l'action de la fiscalité :**

- sur les inégalités
- sur la qualité de vie
- sur la préservation et l'usage des ressources
- sur la production des biens et services et sur la technologie
- sur l'activité humaine, dont le travail, et sur le vivre ensemble
- sur les protections sociales
- sur les services publics
- sur la dette et le service de la dette, en incluant les dettes d'espérance de vie auprès des personnes mises en déficit humain

On voudra aussi développer une meilleure compréhension citoyenne du pacte social et fiscal, et en faire un objet de solidarité et de fierté collective.

On voudra permettre aux personnes de se situer au plan des revenus dans la population pour qu'elles puissent prendre acte du bien-fondé de prioriser l'amélioration des revenus du cinquième le plus pauvre sur celle du cinquième le plus riche.

On voudra se situer dans le monde, peut-être pas tant dans un esprit de compétition que dans un esprit de coopération et de co-inspiration vers des modes de vie où le bien vivre pour toutes et tous prime sur le mieux vivre de quelques-unEs.

On devra alors penser au-delà du PIB et se préoccuper du doux, du dur. Et de la suite du monde.





## Annexe 3

Autres outils existants pour introduire,  
accompagner ou approfondir la réflexion

Les différents outils répertoriés ici ont été consultés dans le cadre de la conception de la trousse d'animation sur la fiscalité préparée par le Collectif. Ils peuvent constituer des ajouts ou des compléments intéressants à la démarche proposée. Veuillez toutefois noter que les positions exprimées dans ces outils sont celles de leurs auteurEs et ne correspondent pas nécessairement à celles du Collectif pour un Québec sans pauvreté.

## A) Démarches d'animation, présentations, outils ou jeux

### POUR ALLER PLUS LOIN SUR LA FISCALITÉ ET LES SOLUTIONS FISCALES ALTERNATIVES POUR FINANCER NOS SERVICES PUBLICS

#### Démarche d'animation « Nous avons les moyens de faire autrement pour une meilleure redistribution de la richesse »

Auteur	Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, 2014
Durée	Environ 3h
Description	Présente les détails de la campagne <i>10 milliards \$ de solutions</i> . Définit les concepts de base et offre des données sur l'écart riches/pauvres qui s'accroît et sur la perte de revenus de l'État en conséquence des différentes baisses d'impôt. Fournit des chiffres sur les hausses de taxes et de tarifs. La formation permet de s'approprier les différentes solutions fiscales proposées par la Coalition.
Sont fournis	Guide d'animation, cinq fiches résumant les principales solutions et un document les expliquant en détail, un guide du participant, etc.
Référence	Disponible en ligne au <a href="http://www.nonauxhausses.org/outils/alternatives-fiscales-justes-et-equitables-pour-les-finances-publiques/">http://www.nonauxhausses.org/outils/alternatives-fiscales-justes-et-equitables-pour-les-finances-publiques/</a>

#### Présentation « Le budget du Québec et ses impacts sur nous »

Auteur	Centre de femmes d'ici et d'ailleurs, 2011
Durée	2 h 30 à 3 h
Description	Présentation PowerPoint sur la montée néolibérale des 30 dernières années, le rôle des institutions internationales (FMI, Banque mondiale) et leur incidence sur l'économie des pays. Analyse le budget du Québec de 2010 et les mesures d'austérité des dernières années à la lumière de ces tendances. Réfléchit sur leurs conséquences particulières sur la vie des femmes et présente quelques-unes des solutions fiscales proposées par la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics.

Sont fournis	Une présentation PowerPoint de 53 pages.
Référence	Disponible en ligne au <a href="http://www.rcentres.qc.ca/public/le-budget-du-quebec-et-ses-impacts-sur-nous.html">http://www.rcentres.qc.ca/public/le-budget-du-quebec-et-ses-impacts-sur-nous.html</a>

---

#### Formation «Notions de fiscalité, pour ne pas vous en laisser compter!»

Auteur	ATTAC-Québec
Durée	À préciser, mais l'atelier original durait 90 minutes.
Description	Formation offerte par ATTAC-Québec dans le cadre du Forum social des peuples de 2014. Dans un contexte marqué par l'austérité et par une crise de la fiscalité, l'atelier explore la raison d'être des taxes et des impôts et quelques notions essentielles pour comprendre notre système fiscal. Ce système est-il équitable? Quels sont les choix politiques derrière notre fiscalité? Et quelles sont les solutions fiscales pour permettre une plus grande équité?  Nécessite la participation d'une personne-ressource d'ATTAC.
Référence	Formation disponible sur demande auprès d'ATTAC-Québec <a href="mailto:quebec@attac.org">quebec@attac.org</a>

---

#### Formation sur les paradis fiscaux dans le cadre de la campagne «Levez le voile!»

Auteur	ATTAC-Québec
Durée	Non précisée
Description	Au fil des ans, les gouvernements du Québec et du Canada sont parvenus à convaincre les citoyens qu'ils n'avaient plus les moyens de financer les programmes sociaux. Pourtant, une part de la solution au manque de ressources financières des États réside dans l'abolition des paradis fiscaux et de toutes les formes de tricheries qui s'y apparentent. Cette formation permet de voir la portée des échappatoires fiscales actuelles et de se préparer à agir.  Nécessite la participation d'une personne-ressource d'ATTAC.
Référence	Formation disponible sur demande auprès d' ATTAC-Québec <a href="mailto:quebec@attac.org">quebec@attac.org</a>

---

#### POUR UNE RÉFLEXION QUI MET L'ACCENT SUR LA PRIVATISATION

---

#### Atelier «Recette facile pour concocter une bonne privatisation!»

Auteur	Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes, 2010
Durée	2 h à 2 h30

Description	Cet atelier vise à réfléchir sur la privatisation et sur les différentes stratégies des gouvernements pour l'imposer petit à petit. Il permet de discuter des différentes formes que peut prendre la privatisation et de ses effets sur la vie des femmes. L'atelier amène à réfléchir aux batailles à mener pour préserver nos services publics et fait le lien avec les revendications de la Marche mondiale des femmes.
Sont fournis	Guide d'animation, définitions et liens vers des outils complémentaires.
Référence	Disponible en ligne au <a href="http://www.rcentres.qc.ca/public/privatisation-tarification-sante.html">http://www.rcentres.qc.ca/public/privatisation-tarification-sante.html</a>

#### POUR RÉFLÉCHIR SUR LES RÉPERCUSSIONS DE LA TARIFICATION ET DE LA PRIVATISATION EN SANTÉ

##### Démarche d'animation «Pour en finir avec la taxe santé et s'opposer à la tarification et la privatisation en santé et services sociaux»

Auteur	CAP Turquoise (comité d'action politique de l'R des Centres de femmes), 2014
Durée	Non précisée
Description	Vise à réfléchir sur l'accessibilité de notre système de santé et de services sociaux. Dénonce la taxe santé comme une mesure régressive et invite les participantEs à en exiger l'abolition. Présente un historique des luttes des groupes de femmes contre la taxe santé. Fait plusieurs références aux outils de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics.  Note: cette animation a été préparée en vue de mobiliser lors des élections d'avril 2014 et fait donc référence aux mesures du PQ alors au pouvoir.
Sont fournis	Guide d'animation, affichette, présentation PowerPoint.
Références	Disponible en ligne au <a href="http://www.rcentres.qc.ca/files/canevas-animation-taxe-sante-et-tarifications.docx">http://www.rcentres.qc.ca/files/canevas-animation-taxe-sante-et-tarifications.docx</a> (guide d'animation) <a href="http://www.rcentres.qc.ca/files/outil-pour-mobiliser.pdf">http://www.rcentres.qc.ca/files/outil-pour-mobiliser.pdf</a> (affiche)

##### Canevas d'ateliers «Ensemble, refusons la tarification dans le système de santé!»

Auteur	L'R des Centres de femmes du Québec, 2009
Durée	Environ 3h pour chaque atelier
Description	Propose 3 ateliers:  Atelier 1: «Les cris du cœur face à la tarification en santé» (met en évidence l'importance pour les femmes de services de santé gratuits et universels et réfléchit sur les impacts de la tarification sur l'accessibilité).

	Atelier 2:	«Déconstruire les mythes autour du système de santé» (déconstruire le discours dominant qui justifie la privatisation et s'approprier des contre-arguments sur cette question).
	Atelier 3:	«Le rôle de l'État et son impact dans le système de santé» (pour mettre en évidence les inégalités dans notre société et familiariser avec deux conceptions de l'État: l'État social-démocrate et l'État libéral; réfléchir et rêver l'État idéal).
Sont fournis		Canevas d'animation pour chaque atelier et tous les outils nécessaires pour les réaliser.
Référence		Disponible en ligne au <a href="http://www.rcentres.qc.ca/files/jn2009-canevas.pdf">http://www.rcentres.qc.ca/files/jn2009-canevas.pdf</a>

**POUR INTRODUIRE LE SUJET OU FAIRE UNE RÉFLEXION PRÉLIMINAIRE PLUS LARGE SUR LA PAUVRETÉ ET LES INÉGALITÉS SOCIALES AVEC VOTRE GROUPE**

**Quiz en ligne «Dix questions pour tester vos idées sur la pauvreté au Québec!»**

Auteur	ATD Quart Monde
Durée	Quelques minutes
Description	Permet de se faire un bref portrait de la pauvreté au Québec (combien y a-t-il de personnes pauvres au Québec? Quel est le revenu nécessaire pour couvrir ses besoins de base? etc.).
Sont fournis	Dix questions et les réponses correspondantes.
Référence	Disponible en ligne au <a href="http://www.atdquartmonde.ca/idees-fausses/quiz/">http://www.atdquartmonde.ca/idees-fausses/quiz/</a>

**Jeu «Sur la corde raide»**

Auteur	Collectif pour un Québec sans pauvreté
Durée	1 h 30 à 3 h
Description	Jeu de rôle qui permet de se mettre dans la peau de différents personnages face aux aléas de la vie. ChacunE a sa situation, son budget: comment traverseront-ils le mois? Un jeu pour sensibiliser à la pauvreté et aux inégalités.
Sont fournis	Une planche de jeu, 20 profils de personnages, de l'argent, un outil de calcul de budget, des cartes de vie, etc.
Références	Disponible sur commande au <a href="http://www.pauvrete.qc.ca/?Sur-la-corde-raide-jeu">http://www.pauvrete.qc.ca/?Sur-la-corde-raide-jeu</a> ou au 418 525-0040.

---

### Animation « Les escaliers roulants »

Auteur	Collectif pour un Québec sans pauvreté
Durée	1 h à 2 h
Description	À travers la métaphore d'un escalier roulant, cette animation vise à rendre apparents les mécanismes qui créent des inégalités dans la société. Elle permet aussi de chercher, ensemble, des solutions pour les réduire.
Sont fournies	Affiches des escaliers roulants.
Références	Disponible sur demande à <a href="mailto:collectif@pauvrete.qc.ca">collectif@pauvrete.qc.ca</a> ou au 418 525-0040.  Cette animation a aussi été reprise par d'autres organismes. Vous pourrez trouver leurs versions, disponibles en ligne, aux adresses suivantes :  - Mères et monde: <a href="http://www.meresetmonde.qc.ca/lib/media/Trousse_danimation_version_PDF.pdf">http://www.meresetmonde.qc.ca/lib/media/Trousse_danimation_version_PDF.pdf</a> (sous l'angle du droit à une alimentation saine)  - Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé (CCNPPS): <a href="http://www.ccnpps.ca/docs/escaliersroulants_FR.pdf">http://www.ccnpps.ca/docs/escaliersroulants_FR.pdf</a> et <a href="http://www.ccnpps.ca/docs/escaliersroulants_FR.pdf">http://www.ccnpps.ca/docs/escaliersroulants_FR.pdf</a>

---

### Animation « En voiture! Pour aller où et comment? »

Auteur	Carrefour de participation, ressourcement et formation
Durée	Minimum 1 h, pour 10 à 50 personnes
Description	Activité d'éducation populaire pour comprendre comment se répartissent les places dans le train de la société actuelle et qui organise le voyage. À partir de certaines caractéristiques, les participantEs se voient attribuer — ou pas — une place dans l'un ou l'autre des quatre wagons. S'ensuit une réflexion sur l'organisation de la société.
Sont fournis	Guide et questions d'animation, statistiques en appui.
Référence	Disponible en ligne au <a href="http://www.educationpopulaireautonome.org/outils-et-demarches-depa-du-cprf/outil-1/en-voiture-pour-aller-ou-et-comment">http://www.educationpopulaireautonome.org/outils-et-demarches-depa-du-cprf/outil-1/en-voiture-pour-aller-ou-et-comment</a>

---

### Animation « Qui avance? Qui recule? »

Auteur	Carrefour de participation, ressourcement et formation
Durée	Minimum 1 h 15, pour 10 personnes et plus.
Description	Inspiré du jeu « Jean (Jeanne) dit », les personnes participantes

sont placées sur une ligne de départ. La ligne d'arrivée, placée plus loin dans la salle, représente quant à elle la société idéale où tous les droits sont respectés. Le but du jeu est de se rendre le plus près possible de cette ligne en suivant les consignes de l'animation. S'ensuit une réflexion sur la réalisation des droits humains dans notre société.

Sont fournis	Guide d'animation et énoncés.
Référence	Disponible en ligne au <a href="http://www.educationpopulaireautonome.org/outils-et-demarches-depa-du-cprf/outil-1/sous-page-outil-1">http://www.educationpopulaireautonome.org/outils-et-demarches-depa-du-cprf/outil-1/sous-page-outil-1</a>

---

#### Jeu « Le procès de l'État québécois face aux droits »

Auteur	Carrefour de participation, ressourcement et formation
Durée	Minimum 2 h, pour 10 à 30 personnes
Description	Jeu de rôle pour réfléchir sur l'état des droits au Québec. Sont-ils réalisés ou pas? Qu'est-ce qui s'est amélioré ou détérioré à ce chapitre ces dernières années? Les participantEs deviendront les témoins, avocats et juges des avancées des droits chez nous.
Sont fournis	Guide d'animation et outil de référence sur les droits.
Référence	Disponible en ligne au <a href="http://www.educationpopulaireautonome.org/outils-et-demarches-depa-du-cprf/outil-2/sous-page-outil-2">http://www.educationpopulaireautonome.org/outils-et-demarches-depa-du-cprf/outil-2/sous-page-outil-2</a>

---

#### Jeu de table « Bien commun, solidarités recherchées »

Auteur	Carrefour de participation, ressourcement et formation
Durée	Minimum 1 h 15, pour 10 personnes et plus
Description	Outil qui donne un aperçu historique du développement des programmes sociaux au Canada et au Québec. On y voit aussi les effets des politiques néolibérales depuis les années 1980.
Sont fournis	Guide d'animation et énoncés.
Référence	Disponible sur commande au CPRF (40\$ + les frais postaux) au 514 526-2673 ou à <a href="mailto:cprf@cooptel.qc.ca">cprf@cooptel.qc.ca</a>

---

#### Trousse de formation « Femmes, argent et économie : on est loin du compte! »

Auteures	Marie-Hélène Deshaies, Centre Femmes l'Ancre et Relais-Femmes, 2007
Durée	6 rencontres de 3 heures
Description	Démarche de réflexion sur la situation des femmes et leur rapport à l'argent.

**Thèmes des rencontres:**

1. L'argent dans ma vie de femme (ce que l'argent représente pour soi);
2. L'argent dans l'histoire de vie des femmes (le rapport à l'argent se transforme au cours de la vie; les effets de la socialisation et des stéréotypes sexuels);
3. Les femmes et la consommation (publicité, consommation, sur-consommation);
4. Le travail visible et invisible des femmes (et les inégalités de genre dans le monde du travail);
5. Autonomie et sécurité économiques des femmes (comment les améliorer personnellement et collectivement?);
6. Bilan: le chemin parcouru et à parcourir, et fête.

**Sont fournis** Guide d'animation et tous les outils nécessaires aux activités.

**Référence** Disponible sur commande au <http://www.rcentres.qc.ca/public/femmes-argent-et-economie-on-est-loin-du-compte.html>, au Centre Femmes l'Ancrage (418 838-3733, [centre\\_femmes\\_ancrage@bellnet.ca](mailto:centre_femmes_ancrage@bellnet.ca)), ou chez Relais-Femmes (514 878-1212, [relais@relais-femmes.qc.ca](mailto:relais@relais-femmes.qc.ca))

---

**Trousse de formation sur le revenu social universel garanti, en lien avec les droits humains**

**Auteurs** Comité juridique du Front commun des personnes assistées sociales du Québec et Groupe de recherche et de formation sur la pauvreté au Québec

**Durée** Entre 4 h30 et 7 h30, selon le nombre de participantEs

**Description** L'outil propose une réflexion large sur les droits humains: quels sont-ils? Quelles sont leurs caractéristiques? Comment sont-ils apparus? Qu'est-ce qui définit les droits au Québec et au Canada? Quelles sont les obligations des gouvernements face aux droits? Il permet aussi de comprendre ce qu'est le revenu social universel garanti, proposé ici comme une solution alternative pour mieux répondre à ces droits.

**Sont fournis** Un guide d'animation, une présentation PowerPoint, un cahier des participantEs, le matériel pour un jeu de rôle, une liste des principaux droits, deux vidéos, etc.

**Référence** Disponible sur demande à [sol@fcpasq.qc.ca](mailto:sol@fcpasq.qc.ca) ou au 514 987-1989. La trousse sera bientôt mise en ligne au <http://www.fcpasq.qc.ca/>

---

### Présentations ou animations sur les thèmes de la pauvreté, de la redistribution de la richesse, de la fiscalité

Auteur	Collectif pour un Québec sans pauvreté
Durée	À discuter
Description	Le Collectif a développé plusieurs présentations, animations ou formations abordant la pauvreté, la redistribution de la richesse et la fiscalité sous différents angles. Ces présentations sont offertes aux regroupements et organisations nationales sur demande et nécessitent la participation d'une personne-ressource du Collectif.
Référence	Contactez le Collectif à <a href="mailto:collectif@pauvrete.qc.ca">collectif@pauvrete.qc.ca</a> ou au 418 525-0040.

---

### Présentations ou animations sur les thèmes de la fiscalité, de l'austérité, de l'économie, etc.

Auteur	REPAC 03-12 (Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches)
Durée	À discuter
Description	Le REPAC 03-12 a développé plusieurs présentations, animations ou formations en éducation populaire abordant des questions en lien avec la fiscalité, les politiques sociales et économiques gouvernementales, les mesures d'austérité et leurs effets. Ces présentations nécessitent la participation d'une personne-ressource du RÉPAC.
Référence	Contactez le RÉPAC 03-12 à <a href="mailto:repac@repac.org">repac@repac.org</a> ou au 418 523-4158. Certains outils sont aussi disponibles au <a href="http://www.repac.org">www.repac.org</a> .

## B) Bandes dessinées

---

### La magie de l'économie

Auteurs	Alexandre Fontaine-Rousseau et Vincent Giard, IRIS et UPop Montréal
Publication	Hiver 2014, 24 pages
Description	Bande dessinée qui présente une définition de l'économie et des bases du modèle capitaliste actuel. Les travailleurEs sont une composante essentielle de ce système, à la fois comme instruments de production et consommateurs des produits créés. L'argent, lui, est essentiellement virtuel. Ce système est protégé par les États: le néolibéralisme vise à altérer le rôle de l'État dans l'économie et non à le réduire. L'économie capitaliste est devenue un système servant à court terme les intérêts

d'une très petite minorité d'individus. La bande dessinée a été construite à partir d'un plan de cours de Guillaume Hébert et de Simon Tremblay-Pepin.

Référence Disponible en ligne au [http://iris-recherche.qc.ca/wp-content/uploads/2014/02/MAGIEv1.3\\_WEB.pdf](http://iris-recherche.qc.ca/wp-content/uploads/2014/02/MAGIEv1.3_WEB.pdf)

---

### Les écarts de richesse – un juste miroir du mérite de chacun

**Auteurs** François Samson-Dunlop et Alexandre Fontaine-Rousseau, IRIS

**Publication** 23 septembre 2013

**Description** Courte bande dessinée qui explique, sur un ton ironique, comment 80 % de la population a vu sa part de la richesse fondre en environ 30 ans (de 18,7 % en 1983 à 11,1 % en 2010).

**Référence** Disponible en ligne au <http://iris-recherche.qc.ca/blogue/les-ecarts-de-richeesse>

## C) Outils audiovisuels

POUR ALLER PLUS LOIN SUR LA FISCALITÉ ET DES SOLUTIONS FISCALES ALTERNATIVES POUR FINANCER NOS SERVICES PUBLICS

---

### Vidéo «D'autres choix pour le Québec. #10 milliards»

**Auteur** Les Alter Citoyens

**Durée** 4 min 46 s.

**Publication** 10 juin 2013

**Description** Le 10 juin 2013, la Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics lançait son document Finances publiques, d'autres choix sont possibles. Mettons la richesse à nos services devant l'hôtel Hilton pendant la Conférence de Montréal où Pauline Marois, notamment, rencontrait derrière des portes closes le monde de la finance. La vidéo dénonce les injustices dans le système fiscal actuel et propose 19 solutions fiscales en alternative aux mesures d'austérité.

**Référence** Disponible en ligne au <http://www.youtube.com/watch?v=paMHNnKZntI>

**Vidéo « 10 milliards \$ de solutions »**

Auteur	Les Alter Citoyens
Durée	9 min 8 s.
Publication	2 octobre 2014
Description	Montage d'images de la conférence de presse de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics présentée le 16 septembre 2014. Le film présente des extraits des discours des porte-paroles et explique quelques-unes des propositions avancées par la Coalition.
Référence	Disponible en ligne au <a href="http://www.youtube.com/watch?v=-qvy-QG00IYw">http://www.youtube.com/watch?v=-qvy-QG00IYw</a>

**Vidéo « La fiscalité c'est politique »**

Auteur	Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ).
Durée	4 min 56 s.
Publication	2011
Description	Film inspiré de la brochure du même nom. Son auteur, Jacques Beaumier, explique comment la fiscalité a été créée pour répondre à des besoins collectifs. Il relate la création de l'État providence, puis, depuis les années 1980, la diminution des impôts et la déconstruction des services publics. Différents mythes ont été utilisés pour faire accepter cela à la population. L'auteur offre des réponses en rafale à quelques-uns de ces mythes.
Référence	Disponible en ligne au <a href="http://www.sfpq.qc.ca/photos-videos/videos/203/">http://www.sfpq.qc.ca/photos-videos/videos/203/</a>

**POUR INTRODUIRE LE SUJET OU FAIRE UNE RÉFLEXION PRÉLIMINAIRE PLUS LARGE SUR L'ÉCONOMIE, LA PAUVRETÉ OU LES INÉGALITÉS SOCIALES AVEC VOTRE GROUPE**

**Animation « Économie 101 : riches en pauvres »**

Auteur	Prenez garde aux chiens
Durée	5 min 41 s.
Publication	31 juillet 2014
Description	Animation sous forme de dessins qui présente différents faits concernant l'économie. Le contenu porte sur le partage de la richesse, l'accroissement de l'écart entre les plus riches et les plus pauvres et le phénomène des paradis fiscaux. Les politiques économiques actuelles aboutissent souvent à la socialisation des risques et à la privatisation des profits. Le tout mène aux

coups dans les services publics politiques et aux mesures d'austérité adoptées par beaucoup d'États actuellement.

Disponible en ligne au <https://www.youtube.com/watch?v=nQbfAhnY53E&noredirect=1>

---

#### Animation « Inégalités économiques au niveau mondial »

<b>Auteur</b>	Optik Politik. Traduction d'une vidéo tirée du site <a href="http://www.therules.org">http://www.therules.org</a> aussi disponible au <a href="http://www.youtube.com/watch?v=uWSxzjyMNpU">http://www.youtube.com/watch?v=uWSxzjyMNpU</a>
<b>Durée</b>	3 min 30 s.
<b>Publication</b>	23 janvier 2014
<b>Description</b>	Animation sur la répartition de la richesse sur la planète. Le document nous apprend que les 1 % les plus riches possèdent 43 % des richesses mondiales, tandis que les 80 % les plus pauvres n'en possèdent que 6 %. Les 300 personnes les plus fortunées au monde possèdent autant de richesses que les 3 milliards les plus pauvres.
<b>Référence</b>	Disponible en ligne au <a href="http://www.youtube.com/watch?v=Fi82nBVoMF8">http://www.youtube.com/watch?v=Fi82nBVoMF8</a>

---

#### Capsules animées « Dessine-moi l'éco »

<b>Auteur</b>	Journal Le Monde
<b>Durée</b>	3 à 4 minutes par capsule
<b>Publication</b>	2013-2014
<b>Description</b>	Courtes capsules web animées sur différents thèmes touchant l'économie: « Comment calcule-t-on l'impôt sur le revenu? », « Qu'est-ce qu'un paradis fiscal? », « La protection sociale », etc. Ces capsules vulgarisent, grâce à des dessins, différents concepts économiques. Même si ces capsules sont conçues pour un public français (les noms des politiques et des institutions sont différents de ceux employés au Québec), elles peuvent être un bon outil d'appoint pour une animation.
<b>Référence</b>	Disponible en ligne au <a href="http://www.dailymotion.com/visited/user/Dessinemoileco/1">http://www.dailymotion.com/visited/user/Dessinemoileco/1</a>

---

#### Animation « L'austérité est inutile et dangereuse »

<b>Auteure</b>	Association pour une solidarité sociale étudiante (ASSÉ)
<b>Durée</b>	2 min 43 s.
<b>Publication</b>	Février-mars 2014.

Description	Petite animation sur l'austérité, la dette et l'imposition des sociétés. La dette du Québec, même si elle est parmi les plus faibles au monde, est utilisée comme justification aux politiques de déficit zéro et aux coupes imposées par le Parti Québécois alors au pouvoir. Mais la dette pourrait être remboursée autrement, en imposant davantage les entreprises par exemple.
Référence	Disponible en ligne au <a href="http://www.manif3avril.org/">http://www.manif3avril.org/</a>

---

#### Animation « Répartition de la richesse »

Auteur	Traduction par la CSQ de la vidéo Wealth inequality in America, <a href="http://www.youtube.com/v/QPKKQnijnsM">http://www.youtube.com/v/QPKKQnijnsM</a>
Durée	2 min 48 s.
Publication	Mars 2013
Description	Infographies sur la répartition de la richesse aux États-Unis, soulignant à la fois les inégalités existantes et la différence entre notre perception de l'inégalité et les chiffres réels. La réalité ne correspond pas toujours à l'idée qu'on s'en fait.
Référence	Disponible en ligne au <a href="http://www.youtube.com/watch?v=8di4o9coRUs">http://www.youtube.com/watch?v=8di4o9coRUs</a>

---

### SUR L'ÉVASION FISCALE ET LES PARADIS FISCAUX

---

#### Animation « Paradis fiscaux, la grande arnaque »

Auteurs	Secrétariat intersyndical des services publics (SISP) et Collectif Échec aux paradis fiscaux.
Durée	3 min 49 s.
Publication	2014
Description	Courte capsule web animée qui explique concrètement comment des entreprises arrivent à soustraire de l'impôt une partie de leurs profits.
Référence	Disponible en ligne à <a href="http://www.echecparadisfiscaux.ca/videos/">http://www.echecparadisfiscaux.ca/videos/</a>

---

#### Animation « Les paradis fiscaux en quatre minutes (et demie) »

Auteurs	Mathieu Charlebois
Durée	4 min 39 s.
Publication	6 février 2013

<b>Description</b>	Courte capsule web animée qui explique les stratagèmes utilisés par les individus et les entreprises pour mettre de l'argent à l'abri de l'impôt. Selon le Fonds monétaire international, 50 % des transactions internationales transitent par des paradis fiscaux.
<b>Référence</b>	Disponible en ligne au <a href="http://www.lactualite.com/lactualite-affaires/les-paradis-fiscaux-en-quatre-minutes-et-demi/">http://www.lactualite.com/lactualite-affaires/les-paradis-fiscaux-en-quatre-minutes-et-demi/</a>

---

### **Vidéo «Paradis fiscaux, levez le voile!»**

<b>Auteur</b>	Collectif Échec aux paradis fiscaux
<b>Durée</b>	20 min 16 s.
<b>Publication</b>	27 février 2014
<b>Description</b>	Inspirée d'une conférence du chercheur Alain Deneault, cette capsule web démystifie les paradis fiscaux. Que sont-ils ? En quoi posent-ils problème ? Sur quels artifices juridiques reposent-ils ? La vidéo explique les mécanismes qui permettent aux compagnies et aux particuliers les mieux nantis de s'enrichir toujours plus au détriment de l'ensemble des citoyens. Ils accentuent les inégalités et compromettent le juste partage de la richesse collective et la pérennité du bien commun.
<b>Référence</b>	Disponible en ligne au <a href="http://www.quebec.attac.org/spip.php?article1080">http://www.quebec.attac.org/spip.php?article1080</a>

Liste mise à jour le 10 novembre 2014.

Si votre groupe dispose d'un outil qui pourrait figurer sur cette liste, merci de nous le faire parvenir à [collectif@pauvrete.qc.ca](mailto:collectif@pauvrete.qc.ca)





## Collectif pour un Québec sans pauvreté

165, de Carillon, 2<sup>e</sup> étage, local 309 Québec (Québec), G1K 9E9

Téléphone : 418 525-0040

Télécopieur : 418 525-0740

[collectif@pauvrete.qc.ca](mailto:collectif@pauvrete.qc.ca)

[www.pauvrete.qc.ca](http://www.pauvrete.qc.ca)